



**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**



17150359

MONITEUR BELGE

18-10-2017

BELGISCH STAATSBAD

Tribunal de Commerce de Châtelineau
- Division Châtelineau -

ENTRÉ
LE

11 OCT. 2017

Greffier

Le Greffier

N° d'entreprise : **0863.528.048**

Dénomination

(en entier) : **REMAX SPRL**

(en abrégé) :

Forme juridique : **Société Privée à Responsabilité Limitée**

Adresse complète du siège : **Rue Gendebien, 348, 6200 Châtelineau (Châtelet)**

**Objet de l'acte : Modification de la dénomination sociale - Transfert du siège social -
Modification de l'objet social - Refonte des statuts - Démission - Nomination**

Il résulte d'un procès verbal du 4 septembre 2017, dressé par le Notaire Philippe VAN CAUWNEBERGH, Notaire associé à Châtelineau, que l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Modification de la dénomination sociale "REMAX SPRL" et adoption de la dénomination "CENTRAL PARC".

2. Transfert du siège social de la société de 6200 Châtelet (Châtelineau), rue Gendebien 348 vers 6200 Châtelet (Châtelineau), rue Gendebien 158.

3. Modification de l'objet social pour le remplacer par l'objet social suivant:

"La société a pour objet tant en Belgique qu'à l'étranger, pour son compte ou pour compte de tiers ou en participation, en tous lieux et de toutes manières,

1°/Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, dépôt...) de journaux, revues, papeteries, matériel d'écriture, fourniture de bureaux, fournitures informatiques, matériel scolaire, cartes téléphoniques,

2°/l'achat, la vente et toutes activités liées à la vente de billets de loterie, tombola, paris sportifs, PMU, organisation de jeux de hasard et d'argent, ...

3°/Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, dépôt...) de produits à base de tabac, cigarettes, cigarettes électroniques, tabac, ...

4°/ Le commerce de détail (achat, vente, fabrication, importation, exportation, dépôt...) y compris la livraison à domicile de pain, pâtisserie, friandises tels que bonbons, chocolats, confitures, articles artisanaux, boissons alcoolisées ou non alcoolisées, sandwiches, et l'exploitation de cafétaria, sandwicherie, snack, ...

5°/ Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, location, dépôt...) d'appareils de radio et de télévision, matériels audio/vidéo à usage domestique tels que magnétoscopes, caméscopes, matériel hi-fi, ... et leurs accessoires

6°/ Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, location, dépôt...) de cassettes, CD, audio et vidéo, vierges ou enregistrés et DVD

7°/ Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, location, dépôt...) d'articles de bijouterie de fantaisie, de gadgets, ...

8°/Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation) de plantes, fleurs, engrais, graines,

Elle peut accomplir d'une manière générale toutes opérations industrielles ou commerciales, financières et civiles, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social et pouvant en faciliter ou en développer directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation.

De manière générale, la société peut réaliser son objet social directement ou indirectement et notamment conclure toute convention d'association, de rationalisation, de collaboration, tout contrat de travail ou d'entreprise, prêter son concours financier sous quelque forme que ce soit, consentir hypothèques, exécuter tous travaux et études pour toute entreprise, association ou société à laquelle elle se sera intéressée ou à laquelle elle aura apporté son concours financier, vendre, acheter, donner à bail ou prendre en location tout bien corporel ou incorporel, mobilier ou immobilier, donner à bail ou affermer tout ou partie de ses installations, exploitations et fonds de commerce.

La société peut être administrateur, gérant ou liquidateur.

Cette énumération est énonciative et non limitative."

4. Refonte complète des statuts et adoption des statuts suivants:

TITRE I – CARACTERES DE LA SOCIETE

Article 1 – Forme- Dénomination.

La société est une société commerciale et adopte la forme d'une société privée à responsabilité limitée.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 25/10/2017 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

Elle est dénommée «CENTRAL PARC».

La dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots "société privée à responsabilité limitée" ou des initiales "SPRL". Elle doit, en outre, dans ces mêmes documents, être accompagnée de l'indication précise du siège de la société, de l'indication du siège du Tribunal, dans le ressort duquel la société a son siège social, ainsi que des numéros d'immatriculation auprès de la banque carrefour des entreprises et, le cas échéant, à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 2

Le siège social est établi à 6200 Châtelet (Châtelineau), rue Gendebien 158 dans l'arrondissement judiciaire du Tribunal de commerce de Mons-Charleroi, division Charleroi.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la région wallonne ou de la région de langue française de Belgique par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision de la gérance, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales en Belgique ou à l'étranger.

Article 3

La société a pour objet tant en Belgique qu'à l'étranger, pour son compte ou pour compte de tiers ou en participation, en tous lieux et de toutes manières,

1°/Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, dépôt...) de journaux, revues, papeteries, matériel d'écriture, fourniture de bureaux, fournitures informatiques, matériel scolaire, cartes téléphoniques,

2°/l'achat, la vente et toutes activités liées à la vente de billets de loterie, tombola, paris sportifs, PMU, organisation de jeux de hasard et d'argent, ...

3°/Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, dépôt...) de produits à base de tabac, cigarettes, cigarettes électroniques, tabac,...

4°/ Le commerce de détail (achat, vente, fabrication, importation, exportation, dépôt...) y compris la livraison à domicile de pain, pâtisserie, friandises tels que bonbons, chocolats, confitures, articles artisanaux, boissons alcoolisées ou non alcoolisées, sandwiches, et l'exploitation de cafétaria, sandwicherie, snack,...

5°/ Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, location, dépôt...) d'appareils de radio et de télévision, matériels audio/vidéo à usage domestique tels que magnétoscopes, caméscopes, matériel hi-fi, ... et leurs accessoires

6°/ Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, location, dépôt...) de cassettes, CD, audio et vidéo, vierges ou enregistrés et DVD

7°/ Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation, location, dépôt...) d'articles de bijouterie de fantaisie, de gadgets, ...

8°/Le commerce de détail (achat, vente, importation, exportation) de plantes, fleurs, engrais, graines,

Elle peut accomplir d'une manière générale toutes opérations industrielles ou commerciales, financières et civiles, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social et pouvant en faciliter ou en développer directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation.

De manière générale, la société peut réaliser son objet social directement ou indirectement et notamment conclure toute convention d'association, de rationalisation, de collaboration, tout contrat de travail ou d'entreprise, prêter son concours financier sous quelque forme que ce soit, consentir hypothèques, exécuter tous travaux et études pour toute entreprise, association ou société à laquelle elle se sera intéressée ou à laquelle elle aura apporté son concours financier, vendre, acheter, donner à bail ou prendre en location tout bien corporel ou incorporel, mobilier ou immobilier, donner à bail ou affermer tout ou partie de ses installations, exploitations et fonds de commerce.

La société peut être administrateur, gérant ou liquidateur.

Cette énumération est énonciative et non limitative.

Article 4

La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II. CAPITAL

Article 5

Le capital social est fixé à dix-huit mille six cents euros (18.600,00 EUR). Il est représenté par cent quatre-vingt-six (186) parts sans désignation de valeur nominale.

TITRE III. TITRES

Article 6

Les titres sont nominatifs.

Il est tenu au siège social un registre des parts. Les titulaires de parts ou tout tiers intéressé peut prendre connaissance de ce registre.

La propriété des titres s'établit par une inscription sur le registre les concernant.

Article 7

Les titres sont indivisibles.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux associés, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Si le titre fait l'objet d'une copropriété, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une seule part, les droits y afférents seront exercés par l'usufruitier.

Article 8

A/ Cessions libres

Les parts peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, sans agrément, à un associé, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des associés.

B/ Cessions soumises à agrément

Tout associé qui voudra céder ses parts entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois/quarts au moins des parts sociales, déduction faite des parts dont la cession est proposée.

A cette fin, il devra adresser à la gérance, sous pli recommandé, une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des associés, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par écrit dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiennent de donner leur avis seront considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.

Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, la gérance notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des associés.

Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours ; néanmoins, l'associé voulant céder tout ou partie de ses parts pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées à leur valeur fixée de commun accord ou par un expert choisi de commun accord ou, à défaut, par le président du tribunal de commerce du siège social, statuant comme en référé. Il en sera de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

TITRE IV. GESTION - SURVEILLANCE

Article 9

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, dans cette dernière hypothèse, avoir la qualité de gérant statutaire.

Si une personne morale est nommée gérante, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs, membres du conseil de direction ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

L'assemblée qui les nomme fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs.

Article 10

S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs de la gérance lui est attribuée.

S'ils sont plusieurs et sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant agissant seul, peut accomplir tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Chaque gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Article 11

Un gérant ne contracte aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société, mais il est responsable de l'exécution de son mandat et des fautes commises dans sa gestion, conformément au droit commun et au Code des sociétés.

Article 12

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat de gérant est exercé gratuitement.

Article 13

Lorsque la loi l'exige et dans les limites qu'elle prévoit, le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires, nommés pour trois ans et rééligibles.

TITRE V. ASSEMBLEE GENERALE

Article 14

Il est tenu chaque année, le deuxième vendredi du mois de juin à dix-neuf heures au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation une assemblée générale ordinaire,

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant, autre qu'un samedi.

S'il n'y a qu'un seul associé, c'est à cette même date qu'il signe pour approbation les comptes annuels.

Des assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par la gérance chaque fois que l'intérêt social l'exige ou sur requête d'associés représentant le cinquième du capital.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour. Elles sont faites conformément à la loi. Toute personne peut renoncer à la convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 15

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par la gérance. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée générale délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

Article 16

L'assemblée générale est présidée par un gérant ou, à défaut, par l'associé présent qui détient le plus de parts.

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Article 17

Dans les assemblées, chaque part donne droit à une voix sous réserve des dispositions légales.

Sauf dans les cas prévus par la loi, tout associé peut donner à un autre associé, par tout moyen de transmission, une procuration écrite pour le représenter à l'assemblée et y voter en ses lieux et place.

Les associés peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par un acte authentique.

TITRE VI. EXERCICE SOCIAL – REPARTITION - RESERVES

Article 18

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Article 19

Sur le bénéfice net, chaque année il est prélevé tout d'abord cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint le dixième du capital social, mais doit être repris si, pour quelque motif que ce soit, le fonds de réserve vient à être entamé.

Le solde est mis à la disposition de l'assemblée générale qui en détermine l'affectation, étant toutefois fait observer que chaque part sociale confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

TITRE VII. DISSOLUTION -LIQUIDATION

Article 20

La société peut être dissoute en tout temps, par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prévues pour les modifications de statuts.

Article 21

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par le ou les gérants en fonction, sous réserve de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

Les liquidateurs n'entrent en fonction qu'après confirmation, par le tribunal de commerce, de leur nomination.

Article 22

Après le paiement ou la consignation des sommes nécessaires à l'apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation et, en cas d'existence de parts sociales non entièrement libérées, après rétablissement de l'égalité entre toutes les parts soit par des appels de fonds, soit par des distributions préalables au profit des parts libérées dans une proportion supérieure, l'actif net est réparti entre toutes les associés suivant le nombre de leurs parts sociales et les biens conservés leur sont remis pour être partagés dans la même proportion.

TITRE VIII. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant, commissaire, directeur, liquidateur domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social où toutes les communications peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

Article 24

Pour tout litige entre la société, ses associés, gérants, commissaires et liquidateurs, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 25

Les dispositions du Code des sociétés auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés sont censées non écrites.

5. Démission de Madame GEENEN-RIDOLFI Marie Louise Josiane Ghislaine Gisèle, née à Châtelineau le 20 décembre 1954 et domiciliée à 6200 Châtelet (Châtelineau), rue Gendebien 348, de son mandat de gérante et nomination de Madame GEENEN-RIDOLFI Patricia Doris Raymonde née à Pironchamps le 25 septembre 1959 et domiciliée à 6200 Châtelet (Châtelineau), rue Gendebien 158, en qualité de gérante. Son mandat est à durée indéterminée et rémunéré.

Ont été déposés au greffe du Tribunal de Commerce, le rapport du gérant justifiant la modification de l'objet social et la situation comptable arrêtée à moins de trois mois.

Le Notaire, Philippe VAN CAUWENBERGH.